

POUR UN ORDRE INTERNATIONAL AU SERVICE DE L'HOMME

NORD - SUD

MIDI - PYRÉNÉES

III^{es} RENCONTRES

RELATIONS et COOPÉRATIONS entre MIDI-PYRÉNÉES et le MAGHREB

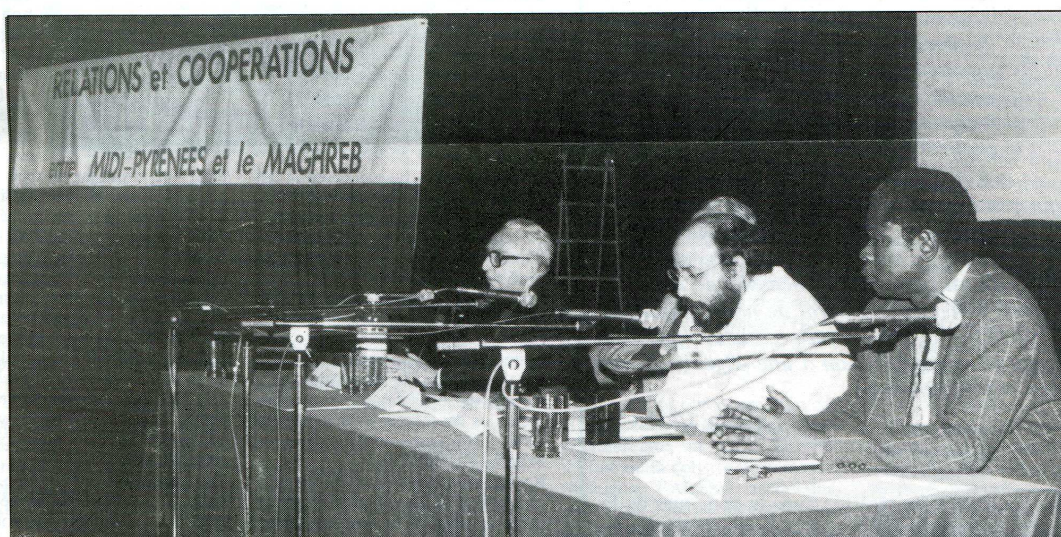


Photo : Daniel Avril © Horizons Maghrébins.

AVEC LA PARTICIPATION DE JACQUES BERQUE
Professeur honoraire au Collège de France, écrivain et islamologue.

■ Présentation de Jacques Berque et entretiens (extraits).....	2, 23 et 24
■ Premier thème. - Les coopérations : données politiques économiques et réglementaires Gilbert Chollier, Omar Bessaoud	3
■ Deuxième thème. - Témoignages sur des coopérations existantes André Thirriot, Henri Prugniaud, André Cascailh, Hélios Delgado	13
■ Troisième thème. - Relations sociologiques et interculturelles Jacques Berque, Habib Samrakandi, Mohand A. Bellagh, Abdallah Gabssi	17

Centre socioculturel Alban-Minville - Toulouse - 20 novembre 1993

DISCUSSION

■ Daniel Steinmetz, ingénieur au CNRS

Je m'occupe de coopération scientifique à travers une action intégrée avec le Maroc qui concerne la combustion de schistes bitumeux. Ceux-ci sont la source d'énergie potentielle, pour l'instant non exploitée compte tenu du bas prix du baril de pétrole. Sur ce programme, nous disposons d'un crédit de 150 000 F du MAE et rencontrons beaucoup de difficultés pour le concrétiser. La première difficulté est la réalité de l'Université marocaine. Nos collègues qui sont de valeur se débattent dans une université dont les difficultés sont bien pires que celles des universités françaises et c'est peu dire. Les enseignants marocains sont surchargés de travail, l'Université marocaine étant occupée de 8 h à 22 h, 7 jours sur 7 et ne disposant pratiquement pas de potentiel technique. Pour monter une action de recherche avec une expérimentation de technologie, on se heurte à des contraintes immenses. Ainsi, si on a besoin d'acier-inox réfractaire, il faut nécessairement s'approvisionner en France. Alors, dans une telle situation concrète, il faut se débrouiller comme on peut.

Je veux également donner mon avis sur l'aspect formation des cadres et enseignants de ce pays dans le domaine de la recherche technologique. Je serai plus modeste que le professeur Thirriot, les laboratoires français ont une politique souvent dictée par leurs contrats industriels et qui consiste à faire venir des pays maghrébins ou d'autres PVD (pays en voie de développement) de la main d'œuvre qui apporte ses bras, son intelligence mais ne sera pas forcément formé pour rapporter des savoir-faire dans son pays d'origine. Ce sont des étudiants qui arrivent d'universités où les travaux pratiques, l'environnement technologique n'existent pas ou très peu et sont intégrés dans des enseignements théoriques en D.E.A., se trouvant tout de suite spécialisés dans des domaines bien particuliers. Dès lors, la compétence qu'ils vont rapporter chez eux sera pointue, étroite, difficile à utiliser et à généraliser. Ce qui me conduit à dire que le système universitaire des pays du Maghreb, copie conforme du système français, est inapte à la réalité de ces pays. Je pense qu'il serait plus utile d'organiser des accueils, des formations technologiques dans nos grandes écoles ou nos universités avec une année de travaux pratiques avant d'entreprendre un D.E.A. ou de faire une thèse et de retourner dans leur pays. Or ces formations n'existent pas, donc nos universités ne

sont pas en mesure de les faire et d'ailleurs ne disposent pas des financements nécessaires. En bref, dans nos universités, il faudrait faire preuve d'initiatives plus adaptées à leurs besoins qu'aux nôtres.

■ André Thirriot

Les pays du Maghreb sont différents, leurs ressortissants ont des personnalités variées nos universités sont énormes et on peut trouver tous les cas. Aussi ne vais-je pas généraliser et reprendre mon cas personnel. Cela fait trente ans que je forme ou participe à la formation de Maghrébins. J'ai toujours donné comme sujet de thèses des sujets issus de la réalité des pays et, en ces domaines, quand ils sont revenus dans leur pays ils étaient un peu plus spécialistes que leurs collègues restés chez eux ; par exemple, les problèmes d'irrigation, de l'eau salée dans les nappes venant de la Méditerranée, des coups de béliard dans les réseaux d'alimentation en eau dans les longues conduites qui arrivent au Sud tunisien...

Je voudrais ajouter, que pour moi, ainsi que pour mon collègue le professeur Masbernat, le premier souci a été une formation réaliste. Et notre objectif final était que le succès de notre coopération débouche sur le fait qu'on n'ait plus besoin de nous. Je suis resté trois ans en Tunisie ; quand je suis arrivé à l'ENIT, dans le département d'hydraulique, il y avait 7 hydrauliciens soviétiques, 1 Français (moi) et aucun Tunisien. Quand je suis parti il y avait toujours 7 Soviétiques, mais 7 Tunisiens et plus aucun Français. Pendant mon séjour, je me suis efforcé de ramener des anciens élèves, installés en France, en Belgique, dans d'autres pays, en les persuadant qu'ils avaient quelque chose de grand et d'utile à réaliser dans leur pays et j'y ai réussi. Actuellement, l'un d'eux est d'ailleurs directeur de l'ENIT qui est une grande école ; donc, je crois qu'il ne faut pas verser dans le pessimisme.

Cela dit, vous avez raison : il ne faut pas considérer que les thésards maghrébins sont de la main d'œuvre bon marché, mais les orienter en fonction de leur avenir au service du développement. Pour finir, je dois ajouter que cela doit se prolonger, dans la réciprocité. Ainsi, depuis des années, j'invite des professeurs marocains et tunisiens à venir donner des cours aux étudiants français.

■ Abdallah Gabsi

J'ai réalisé deux travaux. Le premier avec le professeur Mas-

bernat, intitulé «Une coopération aura réussi quand elle aura abouti au partenariat» et nous avons pu constater sur le terrain les résultats de la formation acquise par ces étudiants à Toulouse. L'autre concerne la fuite des cerveaux dont je parlerai plus tard. Concernant le problème de l'eau en Tunisie, je veux souligner que le développement du tourisme a, comme contrepartie, un accroissement de la consommation d'eau.

■ Joseph G.

J'ai travaillé une vingtaine d'années au Maroc, dans les services agricoles. Quand j'y reviens je suis frappé par les différences avec les cultures de Midi-Pyrénées, leur manque de densité pour le maïs, le tournesol. Peut-être l'ASODIA pourrait-elle faire des essais en ce domaine ?

■ Henri Prugniaud

Merci pour la suggestion. Je vous signale que dans la région de Meknès, nous avons enregistré des progrès spectaculaires dans la production de tournesol. Je veux également ajouter, en réponse à l'intervenant de ce matin, qu'il s'agit, pour notre coopération, moins de faire des transferts de recettes techniques que d'essayer de faire que les paysans marocains puissent être en charge de leur propre projet. Quand une quinzaine d'entre eux arrivent à constituer une coopérative d'utilisation de matériel agricole nous sommes beaucoup plus fiers que s'ils arrivent à augmenter de 10 % leurs rendements. Si vous voulez, l'essentiel est de comprendre qu'il n'y a rien de mieux que des agriculteurs pour faire l'agriculture et de leur en donner les moyens et la responsabilité. Malheureusement trop de fonctionnaire, d'enseignants, de chercheurs croient que ce sont eux qui détiennent le savoir et qu'ils vont faire les rendements. Notre travail, c'est d'abord de donner un peu de pouvoir à ces paysans et ce n'est pas facile.

■ Mme ...

Ce n'est pas une question, mais plutôt un point de vue. C'est vrai qu'il existe des situations bien différentes dans les pays du Maghreb mais aussi dans les Universités Françaises qui sont énormes. Mais je crois qu'il existe dans certaines d'entre elles des chercheurs du Maghreb à qui on fait faire des thèses « bidon », en m'excusant du terme. Nous qui sommes sur place, on est contre mais on ne peut rien dire.

On inscrit des Algériens qui n'ont pas le baccalauréat dans les universités françaises pour passer des thèses de 3^e cycle alors que ce n'est pas possible pour un Français. Il faudrait pouvoir lutter contre cela, car, de retour dans leur pays, ces thésards ont des responsabilités et on sait ce que cela veut dire ; dès lors, plus rien n'avance. Je veux enfin demander au responsable de l'ASODIA de préciser ce qu'il entend par coopération d'homologue à homologue ?

■ Henri Prugniaud

Très vite. L'ASODIA ne dispose pas de salariés propres. Pour ses actions elle fait appel à ses structures adhérentes pour lui fournir des techniciens, des employés de coopératives agricoles, des responsables agricoles, des agriculteurs qui vont travailler avec des partenaires ayant des fonctions semblables. De même, des Marocains viennent en Midi-Pyrénées (éleveurs, cadres de coopératives, de crédit agricole...) et font des stages auprès de leurs homologues français. Le mouvement existe dans les deux sens. Bien sûr, cela est facile avec le Maroc, relativement proche. Nous intervenons également en Guinée et, en ce cas, il n'est pas question d'organiser des navettes avec de telles fréquences, ni même d'échanger des techniques ou organisations qui seraient en plein déphasage avec ce pays.

Je veux aussi ajouter une autre réflexion. Combien de cadres de techniciens de ces pays veulent immédiatement utiliser des techniques ultra-sophistiquées - qu'ils sont d'ailleurs très capables d'assimiler - sans se rendre compte qu'à la base leurs compatriotes travaillent à la main, avec de simples outils et qu'ils veulent leur faire brûler les étapes ! On peut parfois prendre des raccourcis, mais il faut respecter les étapes d'apprentissage. En réclamant des variétés et races d'Europe super performantes, des techniques de gestion, ces cadres se font plaisir mais ne rendent aucun service aux producteurs de base. Nous sommes obligés de les freiner - ainsi que les bailleurs - pour ne pas injecter artificiellement du matériel, des techniques, des capitaux. Ainsi, en Guinée, nous aidons à vulgariser la culture attelée parce qu'il n'y a aucune force de traction plutôt que d'envoyer des tracteurs qu'on nous demande et qui seront en panne au bout de six mois sans possibilité de dépannage.

Mais je dois arrêter là cette intéressante discussion, car il faut aborder le 3^e thème.

- Les relations humaines dans le milieu de travail ;
- L'intégration au milieu social ; et
- Les stratégies ou techniques de passages vers des représentations de références modernistes.

E. Rouch

Merci M. Bellagh. Je ne peux qu'inciter les participants à se reporter à votre thèse dont le sujet pourrait constituer, à lui seul, un thème de rencontres, combien près de la réalité quotidienne.

Je donne la parole à M. Gabsi.

A. Gabsi docteur en urbanisme

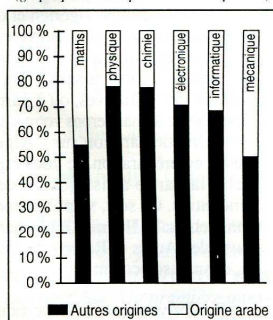
Le professeur Berque a mis l'accent sur la culture. Le Centre de recherche et d'étude des situations interculturelles de l'Université Toulouse-Le Mirail, auquel j'appartiens, est fortement attaché à l'étude des différences culturelles.

Une anecdote significative résumera ma pensée à ce sujet. La médina d'Hammett ressemble à une grande demeure où cohabitent chrétiens, juifs et musulmans. Les enfants s'amusaient et un musulman de huit ans embrassait sa copine juive. Le père de celle-ci furieux se rend chez la famille du petit garçon et exprime son mécontentement. L'oncle du petit, un sage religieux, essaie de calmer son voisin en répétant à deux reprises : «il n'y a rien d'extraordinaire, un petit enfant musulman embrassait une petite fille juive».

Plus tard, le même oncle accompagne à l'aéroport de Tunis ce garçon, qui part pour continuer ses

Graphique n° 1. - Structures des titulaires du titre de docteur selon l'origine géographique et la discipline

(graphique établi à partir de 286 diplômés)



A. Gabsi, 1993.

études supérieures à Toulouse. Au moment du départ, il embrasse son neveu et lui dit : «s'il te plaît ne te marie pas avec une étrangère». Ce garçon est aujourd'hui père de famille, vivant à Toulouse, et je me demande si ce conseil n'est pas l'une des raisons qui l'ont guidé à épouser une étrangère, au sens donné à ce mot par l'oncle en question.

Les relations Nord-Sud ne peuvent laisser indifférente la personne dont la ville natale a été sélectionnée centre d'investissements touristiques à caractère international. Une forte corrélation existe entre le nombre de lits installés et celui des touristes reçus du Nord, dans les stations balnéaires du Sud. D'ici à 2000, un million de Tunisiens vivront du tourisme, soit le huitième de la population totale, ce qui est considérable.

Et afin d'éviter au tourisme d'être, pour reprendre les termes du sociologue tunisien Bouhdiba, «une rencontre manquée», j'ai consacré ma thèse à l'analyse socio-économique et spatiale du tourisme en Tunisie de 1962 à 1982, en partant de l'exemple d'Hammett. Le tourisme tel qu'il est développé en Tunisie est un ensemble de relations d'offres et de demandes entre le Nord et le Sud. C'est une des raisons qui m'ont guidé à étudier ensuite les relations Nord-Sud. J'ai pris l'exemple de la CEE et de la Tunisie comme cadre du doctorat en relations internationales et européennes.

Deux de mes récents articles s'inscrivent dans cette optique : le premier est consacré «aux Tunisiens en Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées et Aquitaine» (*Bulletin de la société languedocienne de géographie*, tome 22, fasc. 3-4, 1988) et pour la réouverture d'un consulat de Tunisie à Toulouse. Le consulat est aujourd'hui ouvert. Alors qu'en 1954, moins de 15 000 Tunisiens résidaient à l'étranger, je rappelle que ce chiffre est d'environ 500 000 aujourd'hui, 60 % résidents en France. Midi-Pyrénées en regroupe 3 300 contre 2 300 pour le Languedoc-Roussillon et 1 700 pour l'Aquitaine. Cette communauté tunisienne est d'ailleurs plutôt jeune. Très attachée à l'esprit de tolérance et d'ouverture sur les autres cultures, nous avons constitué avec la regrettée Raymonde Mathis un groupe de recherche sur le bassin méditerranéen (Unités de recherche sur la bassin méditerranéen, du Centre d'études africaines de Toulouse, dont je suis le président) qui réunit mensuellement à l'Institut catholique de Toulouse chrétiens, juifs et musulmans pour réfléchir et repenser les relations Nord-Sud.

Le second concerne la fuite des cerveaux, en prenant comme exemple

le cas des universités toulousaines où a été formée une grande partie des élites arabes et notamment maghrébines, ma recherche portant sur 4 600 diplômés (1985-1991) de l'UPS (Toulouse III).

Parmi les diplômés de l'Université Paul-Sabatier de Toulouse (UPS) ayant obtenu au moins une maîtrise entre 1985 et 1991, 633 (soit 14 %) sont d'origine maghrébine dont près d'un tiers de Tunisiens. La majeure partie des diplômés attribués sont de troisième cycle ; les diplômés de deuxième cycle ne représentent qu'26,4%.

En sciences, la part des Maghrébins par rapport aux diplômés varie selon les sections. La part des Arabes est importante en mathématiques où un docteur d'Etat sur trois est d'origine maghrébine. Ce pourcentage est plus fort si l'on considère les doctorats de troisième cycle ou d'université pour lesquels le rapport passe à un sur deux. En sept ans, l'UPS leur a délivré 5 doctorats d'Etats et 38 doctorats de troisième cycle ou d'université.

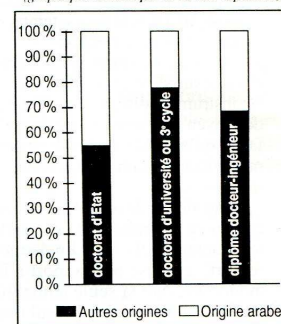
L'industrialisation s'amorce dans le Maghreb et l'intérêt que portent ses étudiants à la mécanique lui est tout à fait favorable. C'est dans cette discipline que l'on relève le taux de docteurs d'Etat le plus élevé, 63 % soit près de 1 sur 3. Ainsi, de par cette formation de haut niveau, Toulouse participe-t-elle au transfert de technologie du Nord vers le Sud.

Cela est valable pour ceux qui décident le retour au pays et qui ne représentent en fait que 40 %. La majeure partie restent en France, soit 57 %, et seulement 3 % se dirigent vers d'autres pays tels que le Canada, les Etats-Unis ou la Suède. Pour ceux qui sont rentrés, 75 % se trouvent employés dans des universités du Maroc et de la Tunisie dont l'industrialisation et le développement se poursuivent et se concrétisent. Ainsi les entreprises publiques ou privées en emploient le quart. Pour l'Algérie, 92 % de ceux qui y reviennent sont recrutés par les universités.

Ce transfert de technologie est le fruit d'une coopération entre la France et la Tunisie qui ne date pas d'aujourd'hui. Certains plaident et œuvrent pour une coopération concrète par des réalisations diverses. Le regretté professeur Ferdinand Mathis, après avoir formé des professeurs-chercheurs tunisiens tels que Belgacem Baccar et Naceur Ayed, a réalisé avec eux l'école d'ingénieurs de Gabès. Les professeurs Thirriot et Masbarnat ont développé des échanges exemplaires entre l'Institut de mécanique des fluides de Toulouse et l'Institut national des ingénieurs de Tunis.

Graphique n° 2. - Structures des diplômés de 3^e cycle selon l'origine géographique.

(graphique établi à partir de 286 diplômés)



A. Gabsi, 1993.

Ce type d'actions conjointes favorisera un partenariat profitable aux deux pays. Elle leur permettra d'entretenir des relations sur des projets précis. L'immigration intellectuelle n'obéit certainement pas aux mêmes objectifs que ceux de l'immigration manuelle et il convient par conséquent de la traiter différemment pour enlever à la science toute frontière qui ne pourrait qu'être nuisible à son développement. Aussi faut-il encourager le développement de tout échange culturel, scientifique et technique et l'élargir à d'autres universités. Pour aller dans ce sens, nous rappelons les accords officiels et les jumelages conclus entre l'Université des Sciences sociales (Toulouse I) et les universités tunisiennes (Tunis I, Institut national du travail de Tunis, l'Université du Sud de Sfax et l'Université du Centre de Soussse). Ce type d'échanges existe également entre l'Université de Toulouse-le-Mirail et les universités maghrébines et notamment tunisiennes. Cependant les contraintes administratives pèsent sur ceux qui souhaitent s'inscrire dans les universités toulousaines.

Si les trente glorieuses ont favorisé l'immigration manuelle, la rupture de la croissance tranquille et la crise qui s'est installée dès le début des années 70 l'ont fortement remise en cause. Mais le rejet de celui qu'on est allé chercher au moment où les impératifs de développement l'exigeaient fortement, développement auquel il a incontestablement contribué, interpelle.

O. Bessaoud

Je veux poser une question au professeur Berque relative à la réflexion de ce dernier sur l'authenticité. Se référer au passé et aux valeurs de l'islam, soit. Mais à quel passé, à quelles valeurs ?

■ Mohand A. Bellagh
(pour Radio-Mon Païs)

● Mohand A. Bellagh. - *Professeur Berque, le concept de Maghreb comme espace de société appartenant à cet espace islamoméditerranéen vous doit beaucoup. Et les intellectuels maghrébins d'aujourd'hui - particulièrement nous qui vivons en France et qui adhérons à ce destin des deux rives de la Méditerranée - vous demandent de développer la permanence de cette notion.*

Jacques Berque. - Je crois que cette notion résout, à la fois, plusieurs de nos et de vos contradictions. Commençons par les nôtres. Par exemple, chez nous, le fait que l'Europe de Maastricht se fait aux dépens des peuples du Sud, à commencer par les peuples latins, par rapport aux peuples du Nord. En France, on reporte les intérêts du Nord aux dépens des régions du Sud, y compris pour notre région, l'Occitanie. A fortiori, pour l'Espagne et l'Italie : il est presque exclu que les critères économiques fixés par Maastricht soient réalisés par ces pays. Ils resteront donc à un niveau inférieur dans la construction de Maastricht ; contradictions chez nous. Que dire de la Grèce, de l'Albanie, etc., de la Turquie.

Pour vous, les contradictions ne manquent pas non plus. Contradictions du secteur berbère. Que dire des Berbères qui sont une vieille population afro-méditerranéenne, comment les appeler autrement ? Comment intégrer chez vous l'influence occidentale qui est maintenant bien implantée sous l'angle de la modernité, l'intégrer à l'arabisme et à l'islam - qui est la civilisation des pays arabes, et elle doit le rester. Tout cela doit être intégré. Et, au Nord comme au Sud, tout cela ne sera intégré qu'en dépassant les problèmes, par débordement et non par rétrécissement. J'essaie, en ce qui me concerne, de proposer des solutions débordantes.

Pour Canal-Sud

■ Abdallah Gabsi

● Abdallah Gabsi. - *Professeur Berque, je suis très honoré et très fier d'être avec vous aujourd'hui. Ma première question sera la suivante : comment voyez-vous les relations Nord-*

Sud et quel est leur avenir ?

Jacques Berque. - Je m'interroge justement et je me demande si la construction de Maastricht n'est pas destinée à ériger l'Europe occidentale en citadelle dominant le reste du monde. Le monde a trois citadelles ou donjons : les USA, le Japon et l'Europe occidentale. Ils organisent sur le reste du monde des rapports d'exploitation. Il faut le reconnaître, du temps des empires anglais, français, hol-

cas, que ce sont ces grandes idées qui avaient joué contre la colonisation, alors que la colonisation, elle, avait joué le miniaturisme, s'accrochant aux tribus, aux villages. Ce collègue, qui était sociologue, disait : « maintenant en Algérie, depuis la réforme agraire, c'est le contraire, il n'y a plus de vie locale, la terre est désertée ; au temps de la réforme de Boumediène, on a vu des paysans refuser le lopin de terre qu'on leur donnait ». A

auraient su que la constitution de l'Etat national dans le monde européen - qui a créé la nation-Etat - n'était qu'un stade dans l'épanouissement économique culturel et social. Si nous regardons les nations-Etats types en Europe, à savoir l'Angleterre, la France, l'Allemagne, cela s'est passé ainsi. Regardons maintenant les mêmes nations-Etats du côté arabe et nous voyons que leur constitution n'a été suivie d'aucun épanouissement écono-

mico-socioculturel. Cet épanouissement s'est fait plutôt avant qu'après. Dans le cas de l'Egypte, c'est certain ; dans ce cas, il était plutôt avant que maintenant : oui ou non ?

Bon, il y a là quelque chose d'anormal.

Deuxièmement, les anciens responsables coloniaux ont leur part d'initiative dans cette situation parce que, une fois les gouvernements d'indépendance en place, il était très commode pour eux de les encourager dans cette voie qui leur permettrait de continuer à exercer, pour l'essentiel, leur domination sur ces anciens pays ne serait-ce qu'au point de vue économique et financier, tout en s'évitant les tâches de police qui passaient aux Etats concernés. Exact ? Donc la situation aurait pu continuer ainsi pendant mille ans si les populations ne s'étaient pas avisées d'une certaine impatience et si, d'autre part, certains problèmes cuisants - ceux du paupérisme, du renouvellement culturel, du traitement des questions sociales et enfin celui de la Palestine - avaient pu être résolus. Or, aucun de ces quatre problèmes n'a été résolu dans cette période de trente ans, aucun.

● **Donc, si l'indépendance pour les Arabes, c'est aussi le drapeau, des ambassades...**

- ... de belles hôtesse de l'air qui portent les couleurs égyptiennes, irakiennes, syriennes ; oui, l'indépendance pour eux, c'était ça. Or, l'indépendance c'est plutôt, comme dans le temps, pour les Anglais fonder une industrie textile ; pour les Français, créer des aciéries ou écrire l'Encyclopédie avec Diderot et d'Alembert. C'était cela la constitution des Etats-nations, transition vers une création originale comme d'ailleurs les Arabes l'avaient fait du temps de leur grandeur.

● **Ça veut dire que...**

- ... la décolonisation a été ratée. Attention, je n'incrimine

Entretiens avec Jacques Berque (extraits)

landais, il existait aussi des rapports inégaux et d'exploitation, mais, au moins, ils organisaient des circuits humains, des relations verticales, ne fussent que culturelles. Ce nouveau rapport de domination est un des grands dangers de l'Europe de Maastricht, et c'est pourquoi je suis contre. La France, par exemple, manque ainsi une des composantes des horizons de sa propre nature : pour elle, l'Europe de Maastricht est une Europe d'enfermement, son avenir est autant vers la Méditerranée (et même dans des perspectives d'outre-Méditerranée, sans vouloir faire de l'impérialisme) que de l'autre côté du Rhin.

● **Merci beaucoup. Ma deuxième question est : que pensez-vous de la fuite des cerveaux arabes en France ?**

- Elle est bénigne par rapport à celle des cerveaux aux USA. On avait compté, il y a quelques années, que les USA seuls comptaient environ 800 médecins iraniens, comme si l'Iran avait trop de médecins.

En effet, c'est lamentable de voir des pays qui ont besoin de cadres, surtout sur le plan social, perdre leurs cerveaux au profit de pays surdéveloppés qui, parfois, en ont trop. Ceci me rappelle d'ailleurs une expression consternante d'une de mes jeunes collègues algériennes qui relevait une phrase que j'avais écrite autrefois dans un de mes travaux : « Au Maghreb, tout ce qui est local est vrai, mais seul le général est juste ». Je voulais faire allusion au fait que, au Maghreb, la vérité était ce qui se réfugiait au fond des tribus, des mech-tas, au fond des montagnes, etc, mais que c'étaient les grandes idées, les grands appels religieux politiques qui jouaient et, en tout

Alger, dans mon enfance, il y avait deux cent mille habitants, aujourd'hui, ils sont trois millions dans l'agglomération algéroise. Autrement dit, c'est une destruction du pays. Si les Français exploitaient le pays, la décolonisation, est en phase de l'avoir détruit. Bon, j'exagère, mais vous savez qu'il faut être toujours pessimiste dans l'analyse et optimiste dans le projet. Dans l'analyse, il faut lancer des idées pessimistes, quitte à les corriger ensuite et, comme je l'ai dit tout à l'heure dans la discussion, ces pays et l'Algérie aussi, ont fait des choses bien dans la décolonisation.

■ Adeb Mahmoud

● Adeb Mahmoud. - *Avec vous, M. Berque, je vais essayer de trouver des réponses à des questions d'actualité. Je vais commencer avec des questions qui concernent les pays arabes, monde arabe que vous avez connu avant et après l'indépendance.*

A votre avis, malgré la richesse de la société arabe et après trente ans, elle n'a pas réussi à résoudre les conflits internes et ses problèmes économiques, sociaux et politiques. Pour quelles raisons le monde arabe n'a-t-il pas réussi à résoudre ses problèmes ?

Jacques Berque. - Les Arabes se sont trompés d'indépendance. Ils ont cru qu'elle consistait purement et simplement dans l'obtention d'un Etat, d'un drapeau, d'une compagnie de navigation et d'une diplomatie, diplomatie redondante à travers le monde permettant de donner des réceptions et d'avoir des bureaux à l'UNESCO. Or, s'ils avaient étudié l'histoire de la constitution des nations, ils